

Made in Monde. Les nouvelles frontières de l'économie mondiale, Suzanne Berger (dir.), Seuil, février 2006, 362 pages

Thierry Vircoulon

DANS **HORIZONS STRATÉGIQUES 2006/1 n° 1**, PAGES 154F À 167F
ÉDITIONS **LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**

ISSN 1958-3370

DOI 10.3917/hori.001.0154f

Date de mise en ligne : 01/06/2007

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-horizons-strategiques-2006-1-page-154f?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

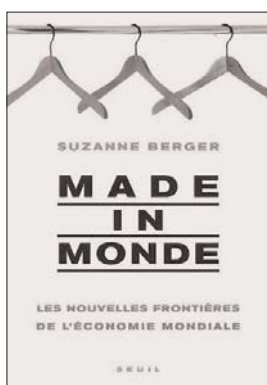


Distribution électronique Cairn.info pour La Documentation française.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Analyses critiques



Made in Monde. Les nouvelles frontières de l'économie mondiale

Suzanne Berger (dir.)

Seuil, février 2006, 362 pages

Made in Monde s'inscrit dans un courant de pensée économique peu présent en France : celui de l'économie de la firme. S'inspirant de cette approche, des chercheurs du MIT ont mené une enquête de cinq ans auprès de 500 sociétés américaines, européennes et asiatiques entre 1999 et 2004 afin de voir comment elles s'adaptent à la mondialisation. Cette analyse est particulièrement novatrice en ce qu'elle étudie la mondialisation du point de vue de l'entreprise, alors que celle-ci est généralement analysée du point de vue des salariés ou des marchés financiers.

En étudiant ces firmes, les chercheurs du MIT ont confirmé que la nouvelle économie industrielle s'articule maintenant autour de la *modularisation*. Il est désormais possible de fragmenter presque tous les processus de production en des séquences localisées dans diverses parties du monde. Grâce à la libéralisation des échanges et des flux de capitaux, la révolution informatique, le développement des transports et la création d'importants bassins d'ouvriers qualifiés et d'ingénieurs en Chine et en Inde, la sous-traitance industrielle s'est mondialisée. L'iPod est un exemple caractéristique de cette évolution : bien qu'inventé en Californie, ses composants les plus précieux viennent du Japon et sont assemblés en Chine dans des usines de sous-traitants taiwanais. Quand elle est poursuivie jusqu'au bout, cette logique aboutit au paradoxe d'une société industrielle sans usine, d'une fabrication sans production. Comme le disent certains patrons du secteur textile interviewés par l'équipe du MIT, "seuls les idiots ont des usines".

Ce paradoxe a alimenté une vision catastrophiste de la mondialisation, présentée comme la cause principale du chômage et de la décomposition des économies du Nord au profit des pays émergents. Ce discours anxiogène est contredit par le présent ouvrage. Dans deux secteurs très concurrentiels (électronique, prêt-à-porter) et qui sont considérés comme les moteurs du mouvement de délocalisation lancé dans les années 1980, les chercheurs du MIT montrent que des stratégies divergentes peuvent se révéler tout aussi gagnantes. Les entreprises du secteur électronique ont été confrontées dans les années 1990 au même dilemme : produire les composants ou uniquement les produits ? Que sous-traiter à l'étranger ? Leurs réponses ont été différentes : les entreprises américaines se sont séparées d'un grand nombre de fonctions de production (Dell se concentre sur la définition du produit et la distribution, et achète tous ses composants à des sous-traitants étrangers ; Apple confie toute sa fabrication ou presque à Taiwan) tandis que les sociétés asiatiques d'électronique à intégration verticale se sont efforcées de les conserver (Samsung fabrique presque tout sous son propre toit et Sony la moitié de ses ordinateurs portables au Japon). Le point commun de ces sociétés est qu'elles ont toutes survécu à la crise de l'électronique et sont maintenant en croissance. Il en est de même dans le prêt-à-porter. La plupart des sociétés américaines confient toute leur production à l'étranger tandis que Zara, une des entreprises phares du secteur, fabrique presque tout en Espagne. Ces exemples montrent que la délocalisation industrielle n'est pas la condition de survie des entreprises.

En posant la question de la délocalisation aux patrons qui partent et à ceux qui restent, les chercheurs du MIT mettent en évidence les différentes motivations d'implantation géographique d'une compagnie industrielle : prise de conscience de l'épuisement des possibilités d'expansion dans le cadre national, réponse à des contraintes imposées par les pays d'accueil, recherche d'un abaissement du coût du travail. Cette dernière explication est minoritaire car le plus important n'est pas le niveau des salaires mais le coût unitaire du travail, c'est-à-dire la valeur de la main-d'œuvre nécessaire pour produire une unité de produit. Or ce coût intègre la productivité : il peut donc être faible, même si les salaires sont élevés, quand des travailleurs instruits et expérimentés utilisent un équipement dernier cri. Selon les chercheurs du MIT, le coût réel de la délocalisation en Chine est souvent supérieur à ce qui est présenté, puisque s'y ajoutent les salaires des expatriés mais aussi des risques inconnus aux États-Unis (corruption, épidémie, risque politique, etc.). Ils estiment donc que certaines délocalisations en Chine relèvent plus de l'effet de mode que de la rationalité entrepreneuriale.

Suzanne Berger rappelle ensuite que contrairement à ce que disent les médias, nombreuses sont les compagnies qui conservent une base de production nationale. La proximité est à la fois un avantage commercial et une réduction des risques. American Apparel, qui produit des T-shirts à Los Angeles, a fondé sa stratégie commerciale sur la proximité avec ses clients, ce qui lui permet d'être très réactif à la commande. Le transport est parfois un obstacle à la sous-traitance mondialisée : aux États-Unis, l'édition est un secteur très peu délocalisé car le gain financier de la baisse du coût de production est annulé par la durée du transport en bateau (les livres sont trop lourds et ne se vendent pas assez chers pour voyager en avion). Enfin, la réputation joue un rôle important dans la décision d'implantation : dans le prêt-à-porter, le label "Made in Italy" sous-entend un degré de qualité qui permet d'exiger des prix plus élevés. Mais la raison la plus souvent invoquée pour ne pas délocaliser est l'absence ou l'inadéquation du savoir-faire local. Ainsi, durant la crise de l'électronique, les sociétés japonaises n'ont pas massivement transféré leurs unités de production en Chine, malgré la proximité géographique, car le niveau de compétence de leurs ouvriers est loin d'être atteint par les ouvriers chinois.

L'enquête du MIT met en évidence l'existence de trois systèmes industriels : le "cluster", l'entreprise fragmentée et l'entreprise intégrée à sous-traitance limitée. La persistance de ces modèles vient contredire l'idée qu'avec le capitalisme financiarisé et mondialisé, il n'y a plus qu'une matrice unique d'organisation économique à l'échelle des entreprises comme des nations. La mondialisation n'uniformise pas le système entrepreneurial et les voies menant à la réussite restent multiples : la sous-traitance mondialisée n'est pas la méthode de production optimale et, même si elle l'était, cette sous-traitance revêtirait de multiples formes. Aujourd'hui, pour les chefs d'entreprise, le problème est d'arriver à la combinaison optimale entre leurs ressources et compétences internes et celles qu'ils trouvent à l'étranger – ce qui ne signifie pas nécessairement délocaliser.

Made in Monde (ce devrait être écrit sur la plupart des objets de notre vie quotidienne) est un livre qui contredit empiriquement de nombreuses idées reçues. Bâti sur une enquête de terrain, il s'achève dans la théorie en substituant à la thèse de la convergence la persistance de la pluralité des capitalismes. Outre son abondance de cas, cet ouvrage rappelle quelques évidences oubliées : l'essentiel de la sous-traitance se déroule encore dans les pays développés, les nouveaux pays émergents ont un long chemin à accomplir avant d'atteindre nos niveaux de formation et d'infrastructure, et la contribution des délocalisations au chômage est surestimée aussi bien aux États-Unis qu'en France. Mais surtout, il montre à quel point notre vision de la mondialisation et du nouveau système économique international est encombrée de croyances mortes et de théories forgées pour expliquer un autre temps industriel : sur ce point, les auteurs prennent autant de plaisir à contredire la théorie de la spécialisation des échanges de Ricardo qu'à démonter la vision simpliste de la délocalisation comme course aux bas salaires.

Thierry Vircoulon



Le rapport de la CIA : Comment sera le monde en 2020 ?, version française présentée par Alexandre Adler, Collectif, Johan-Frédéric Hel Guedj (traduction), Robert Laffont, 2005, 270 pages

Voici la traduction française d'une réflexion de prospective géopolitique lancée en 2003 à l'instigation du *National Intelligence Council* (NIC), le centre de réflexion stratégique de l'*Intelligence Community* (fédération des services de renseignement américains). Cet exercice se distingue par l'originalité de la présentation des scénarios et par l'ampleur des moyens mobilisés : de nombreux experts étrangers ont été sollicités lors de conférences thématiques organisées sur les 5 continents, divers instituts ont été consultés (*Millenium Project, Eurasia Group, Oxford Analytica, Centra Technologies, Stimson Center, etc.*), en tout plus de 1 000 personnes ont participé à ce projet qui s'est déroulé sur un an. La version française du document bénéficie en outre d'une excellente introduction par Alexandre Adler (p. 7-52).

Les premiers chapitres sont consacrés aux 5 tendances structurantes ("key drivers") d'ici 2020. Tout d'abord, devraient s'affirmer de *nouveaux acteurs globaux* : Chine, Inde, Japon, Brésil, Indonésie, certainement Europe, peut-être Russie, Afrique sub-saharienne et pays du Sud-est asiatique. En second lieu, les *impacts de la mondialisation* vont se diversifier et s'approfondir : soutien de la croissance, satisfaction de la demande énergétique, augmentation du PIB mondial, mais persistance des inégalités et de larges zones de pauvreté. Les prochaines années seront également porteuses de *nouveaux défis pour la gouvernance* : difficiles coexistences des ethnies et des religions ; capacité croissante des individus à créer, via les technologies de la communication, des communautés d'intérêts virtuelles ; retour à l'autoritarisme dans des pays de l'ex-bloc soviétique ainsi qu'en Asie du Sud-est ; renouveau du populisme et des mouvements indigènes en Amérique latine ; et inversement plus grand pluralisme dans certains États du Moyen-Orient. Quatrièmement, *les sources d'insécurité vont se multiplier* : elles pourront être économiques (marché du travail mondial, délocalisations), identitaires (peur de l'immigration), physiques (terrorisme), sociales (instabilité des couches moyennes), militaires (frappes préventives, nucléaire). Enfin, il faudra compter sur *les mutations du terrorisme international*. Le chômage et la pauvreté d'une part importante de la jeunesse musulmane risquent d'alimenter les filières de recrutement et l'Internet servira de support aux prosélytes qui toucheront ainsi des publics aussi divers que dispersés.

Après les grandes tendances, l'ouvrage décrit les 4 scénarios les plus probables, d'évolution du monde dans ses diverses dimensions (économie, démographie, religion, environnement, etc.). Leur présentation, ludique et narrative, vise à marquer les esprits. Le scénario *monde de Davos* se présente sous la forme d'une lettre envoyée le 12 janvier 2020 par le directeur du Forum économique mondial au président de la Réserve fédérale. Le premier annonce que le forum se tiendra dorénavant en Asie un an sur deux. En effet, la zone Asie constitue à présent l'épicentre de la mondialisation. Ce sont les consommateurs asiatiques qui font les tendances et le milieu des affaires occidental est obligé de suivre. La crise apparue en 2010 a été brève et surmontée sans trop de difficulté, en tous cas sans l'aide des organisations financières internationales. Face à la puissance de la Chine et de l'Inde, la tentation est forte pour les États-Unis et l'Europe de jouer la carte des pays émergents.

Le scénario *Pax Americana* prend la forme d'un extrait du journal personnel (11 septembre 2020) du secrétaire général de l'ONU. Les États-Unis sont au cœur de l'ordre international : cette situation résulte d'un renforcement de l'alliance transatlantique après les attentats qui ont touché l'Europe en 2010. Le rôle de l'OTAN, apportant les moyens militaires, et celui de l'Union européenne, experte en *nation-building*, se sont montrés complémentaires. La présence américaine en Corée du Sud et au Japon s'est faite plus discrète, pour ne pas perturber un fragile équilibre. Européens et Chinois sont satisfaits de n'avoir pas à exercer à la place des Américains le rôle de médiateur entre Chiites et Sunnites.

Pour le scénario du *nouveau califat*, nous disposons d'une lettre écrite par un petit-fils de Ben Laden à l'un de ses frères en juin 2020. Le nouveau calife n'est pas sorti de la nébuleuse Al-Qaïda, ce qui a joué en sa faveur : il n'avait pas de sang sur les mains. Il a rallié à sa personne les fidèles des Philippines, d'Indonésie, de Malaisie, d'Ouzbékistan, d'Afghanistan, du Pakistan, et a réveillé les non pratiquants d'Europe et

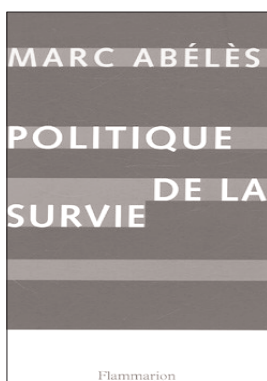
d'Amérique. Même certains infidèles furent impressionnés pas sa spiritualité et il est devenu une icône pour les adversaires de la mondialisation. Mais des divisions sont vite apparues, en Iran comme en Arabie saoudite. Par ailleurs, le matérialisme occidental a continué d'attirer de nombreux musulmans. Internet, qui a permis à l'islam radical de se développer, est aussi la voie par laquelle des musulmans se laissent séduire par la façon de vivre des Occidentaux. Du coup, la classe moyenne musulmane s'est mise à émigrer massivement.

Le cycle de la peur, dernier scénario, nous est relaté à travers l'échange de SMS entre deux trafiquants d'armes. À l'origine de ce futur probable, on trouve un enchaînement de réactions des États qui cherchent à s'approvisionner en armes parce qu'ils craignent que leurs rivaux ne se les approprient avant eux. Puis le risque de la prolifération finit par faire réagir les gouvernements qui prennent des mesures draconiennes. La traque des trafiquants s'intensifie et c'est en fait l'ensemble de l'économie et du processus de mondialisation qui subit des entraves importantes. La récession qui s'ensuit alimente en retour les trafics.

Les 4 scénarios proposés se réduisent en fait à 2, chacun ayant deux variantes. Le scénario *Davos* (tendanciel et plus probable) peut continuer sur sa lancée ou bien se radicaliser pour donner naissance à *Pax Americana*. De même, le scénario *califat* peut se prolonger ou s'extrémiser pour déboucher sur *le cycle de la peur*. Ces possibilités de bifurcations ne sont pas présentées dans l'ouvrage, ni situées chronologiquement, ce qui laisse penser, à tort, que nous avons 4 scénarios parallèles sur l'ensemble de la période.

Comme pour beaucoup d'exercices prospectifs, ce rapport final est loin de rendre compte de la richesse des réflexions intermédiaires. Il a tendance à niveler le propos et à appauvrir les conclusions. Sur bien des points domine le sentiment que les auteurs se sont contentés de prolonger les réalités actuelles ; il manque en particulier des réflexions sur les sources de crises et de ruptures. On regrettera aussi que les pages sur les implications politiques des scénarios soient réduites en quantité et plutôt faibles en qualité. Enfin, malgré le grand nombre d'experts et de faits mobilisés, bien des formulations trahissent une vision américano-centrée. Heureusement, le lecteur français trouvera, dans les pages d'Alexandre Adler, une analyse des faits ample, précise et complexe, qui lui permet de tirer des conclusions stratégiques et pragmatiques qui font plutôt défaut dans le reste de l'ouvrage.

Pierre-Yves Cusset, Bruno Hérault



Politique de la survie

Marc Abélès

Flammarion, février 2006, 240 pages

Directeur du laboratoire d'anthropologie des institutions et des organisations sociales (LAIOS-CNRS), Marc Abélès s'efforce ici de cerner un "*déplacement en profondeur du politique*", en cours depuis une quinzaine d'années, et dont nous n'aurions pas pris toute la mesure. Chacun sent que la mondialisation transforme notre rapport à des notions comme l'État et la souveraineté, remises en cause par la prolifération d'organisations déterritorialisées. En témoignent l'influence croissante des ONG et l'apparition de nouveaux lieux de débats transnationaux. Cependant, pour l'auteur, la thèse communément admise d'une revanche de la société civile passe à côté de l'essentiel : "*l'émergence d'une nouvelle scène transnationale est avant tout la résultante, et non la cause, d'une mutation sans précédent de notre rapport à la politique*". Autrefois défini par une logique du vivre-ensemble, par une quête de la paix sociale au sein d'un territoire, le champ politique se trouverait de plus en plus modelé par une "*problématique de la survie*", alimentée par les menaces multiples qui pèsent sur l'humanité.

Naguère modernité rimait avec progrès. Ni les conflits ni les catastrophes naturelles n'avaient entamé l'optimisme dans les pouvoirs de la science et de la raison humaine à transformer le monde. Le politique s'imposait à la fois comme vecteur d'émancipation des individus et comme régulateur, les libéraux et les marxistes s'accordant à lui reconnaître toute sa légitimité pour accompagner l'avancée vers un avenir meilleur. Ne rêvait-on pas, encore sous François Mitterrand, de "changer la vie" ? Mais les désillusions furent à la mesure des attentes. Selon l'auteur, la fin des années 1980 marque en effet la fin d'un cycle dans l'histoire des mentalités : en France comme ailleurs, le scepticisme à l'égard de la politique l'emporte. Nous voici entrés de plain-pied dans "*l'ère du risque*", décrite par Ulrich Beck : "*Plus d'espérance, plus d'utopie : nous sommes englués dans le présent d'un monde sans avenir*". Cette situation affecte d'autant plus les individus qu'elle s'accompagne de "*l'affaïssement du roc*" que constituait l'État national, avec son assurance de protection.

La mondialisation a amplifié cette peur du lendemain. L'ouverture planétaire est allée de pair avec un sentiment de rétrécissement, de "*compression*" de l'espace et du temps : les gens ont intériorisé à la fois la "*proximité de l'ailleurs*" et la menace qu'il représente, sous forme de délocalisations ou d'attentats terroristes. Certains ont beau mettre l'accent sur la rencontre positive des cultures, on prend de plus en plus conscience que "*l'unité du monde a pour autre face la nécessité du partage des ressources et des richesses*". La question du politique, longtemps éclipsée par la question sociale, redevient dès lors incontournable : "*Que veut dire gouverner, dans le contexte du compactage mondial ? Pourquoi, pour qui et comment ?*" Sous l'effet de la financiarisation et de la dérégulation de l'économie, le politique, à qui l'État providence avait fait la part belle, apparaît de plus en plus en retrait. Habitué à prévoir et à programmer, il se retrouve démuné et exposé au scepticisme des populations.

L'Union européenne offre l'illustration la plus visible de ce déplacement du politique. Conçue à l'origine comme un gage de stabilité et de rationalité, elle reste après un demi-siècle créatrice d'incertitude. D'abord parce qu'elle fonctionne sur le mode de "*l'engrenage*" irréversible, comme une mécanique visant à "*intégrer sans fin les choses et les esprits*", selon la formule de Jean Monnet. Ensuite parce que l'Europe, tout entière portée vers le futur, apparaît comme un chantier permanent. L'indétermination concerne aussi bien les frontières que la forme politique définitive (nouvel État-nation, fédération, structure post-nationale ?). Au fond, "*l'Europe est moins un territoire qu'une méthode*". Celle-ci repose essentiellement sur le compromis, voire le "marchandage" ou le lobbyisme, ce qui aboutit à une déperdition du politique tel qu'on l'entend d'ordinaire, structuré par des oppositions fortes et un débat public. Ce mode de construction ne suscite pas l'enthousiasme des citoyens, comme l'a démontré le référendum d'avril 2005.

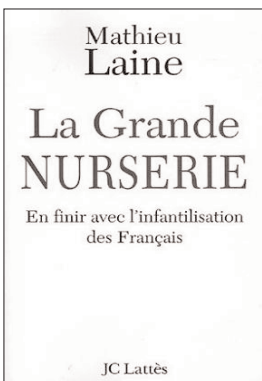
Le cas européen s'inscrit dans un mouvement général qui voit les organisations transnationales (Banque mondiale, FMI, OMC) acquérir une place prééminente dans des domaines divers, de l'économie aux droits de l'Homme. Mais cette montée en puissance du transnational ne constitue selon l'auteur que la

partie émergée de l'iceberg. Au-delà de la réorganisation des pouvoirs, ce qui est en cause, c'est la transformation de la représentation du politique. Cette mutation, c'est le passage de la "convivance" à la "survivance", redéfinition qui se concrétise par de nouveaux modes d'action, de nouveaux lieux de débat, mais aussi par l'apparition de thématiques nouvelles qui polarisent l'attention du public (vulnérabilité de la planète, faim et misère dans le monde, catastrophes bactériologique ou nucléaire, etc.).

L'essor des ONG s'inscrit dans cette nouvelle représentation d'un monde marqué par la menace et le risque. En dépit des critiques dont elles sont l'objet, ces organisations non gouvernementales constituent désormais une puissance avec laquelle il faut compter. Elles ont réussi à imposer dans la sphère des relations internationales une réflexion jugée jusqu'alors marginale sur "l'économie de survie", dont les interrogations sur le "développement durable", la "marchandisation du vivant" ou la "répartition des richesses" ne sont que des formulations.

En conclusion, l'auteur remarque que ce nouvel agenda politique remet au premier plan des questions qui relevaient auparavant de l'éthique et du religieux. Les catastrophes naturelles ou humanitaires ne suscitent-elles pas aujourd'hui une "horreur sacrée" ? "À l'opposé du désenchantement du monde où certains ont voulu voir le synonyme de la modernité, n'est-ce pas plutôt le sacré qui fait retour ?". Celui-ci se manifeste dans des exhibitions caritatives à l'aspect parfois "kitsch" (donations d'artistes, téléthons ou concerts géants aux allures de grands-messes) mais qui sont aussi des cérémonials de communion ou des "rituels expiatoires". Alors que la problématique de la convivance conduisait à une séparation entre la croyance et la gestion de la cité (laïcité), on voit de nouveau s'affirmer "la perméabilité entre le sacré et le profane".

Olivier de Broca



La Grande Nurserie, en finir avec l'infantilisation des Français

Mathieu Laine

JC Lattès, février 2006, 251 pages

La Grande Nurserie propose un décryptage de “l’entreprise d’infantilisation croissante des Français” (sic). Partant du constat qu’en France l’État joue le rôle de grand assureur de citoyens déresponsabilisés, Mathieu Laine démonte pièce par pièce l’arsenal public anti-risque mis patiemment en place par les gouvernements successifs.

La logique de l’intervention publique, son “*process*” débute avec l’affirmation scientifique ou pseudo-scientifique d’un risque collectif. Un organisme public (de nos jours une agence) est alors créé afin de protéger les Français contre ce risque.

Cet organisme est financé par une taxe sur l’origine du mal (par exemple, la pollution, l’alcool, le tabac, etc.) et il élabore une politique anti-risque qui est toujours au début une politique de prévention mais qui connaît un glissement insidieux vers le contrôle et la répression sous prétexte d’efficacité. Dans notre société allergique au risque, la prise en charge publique des multiples “dangers” n’a de cesse de s’étendre : des piscines aux produits gras en passant par la probabilité de canicule, “l’État précaution” (sic) est partout. *In fine*, selon l’auteur, cette nationalisation accélérée du bien-être individuel aboutit à une société de contrôle et à une déresponsabilisation collective.

L’inflation des dispositifs publics protecteurs dérive de plus en plus vers une pénalisation des comportements. Sous prétexte d’efficacité, l’action publique tend à privilégier le contrôle sur la prévention. Ainsi, au fil du temps, le fumeur est passé du statut de malade qu’il convient de soigner à celui de délinquant qu’il s’agit de réprimer. Cette évolution est particulièrement évidente dans le domaine des comportements de consommation : leur encadrement par l’État tourne de plus en plus à la pénalisation. La liberté est présumée coupable et on entre insidieusement dans une ère où tout est contrôlé sous prétexte d’être protégé. La “risquophobie” ambiante trahit un nouvel ordre moral et, paradoxalement, alors qu’on pensait aller vers plus de liberté, une société de contrôle se met en place. L’autre conséquence sociétale de “l’État précaution” est la déresponsabilisation du corps social : l’individu qui prend l’habitude d’être protégé *du* risque veut être protégé de *tous les* risques : du risque économique avec l’indemnisation du chômage, du risque alimentaire avec la création de l’agence française de sécurité sanitaire des aliments, du risque de chaleur avec la distribution d’un brumisateur à tous les Français âgés, du risque de discrimination avec le CV anonyme, etc.

Mathieu Laine développe là le refrain bien connu dans les milieux libéraux du *Français assisté* et il part en guerre contre les nombreuses “lois-protections” dont nous sommes friands, notamment dans le domaine économique. Le code du travail – décrit comme la source du chômage –, le droit au logement – décrit comme un droit *sur* les propriétaires –, la réglementation des indemnités de départ des grands patrons et le patriotisme économique – décrits comme une immixtion des pouvoirs publics dans la vie des entreprises – et la loi anti-OPA relèvent du “grand maternage public” des Français dont les conséquences se résument dans le déclin de notre économie. Mathieu Laine se prononce également contre “l’imposition” de la transparence financière aux marchés par les pouvoirs publics (la loi “Nouvelles Régulations Économiques”) et il développe, à cette occasion, une interprétation pour le moins originale de l’affaire Enron (selon lui, un triomphe de la régulation par le marché !). De même, les dispositifs d’assurance publique lui semblent déresponsabilisants : en matière de marée noire, l’assurance individuelle (l’armateur responsable paie) lui paraît préférable à l’assurance collective que constitue le FIPOL – le Fonds collectif pour l’indemnisation des marées noires auquel tous les armateurs contribuent.

Sa dénonciation de l’infantilisation des Français ne serait pas complète sans désignation d’un coupable, à savoir les politiques. À l’inverse de Ulrich Beck (*La société du risque*, 1986), Mathieu Laine incrimine essentiellement l’offre de protection et non la demande de protection – son raisonnement ignore tout simplement les citoyens, réduits à l’état de simples bénéficiaires passifs de la protection publique. Selon lui, les politiciens effectuent un hold-up moral en organisant la transition de l’ère de la providence à celle de la précaution généralisée. Transformés en marchands de peur, ils ne cessent de promettre toujours plus de protection et alimentent cette “innovation anthropologique” qu’est la victimologie ambiante par pure

démagogie (comme l'a montré la création d'un inutile secrétariat d'État aux droits des victimes). Le grand bénéficiaire de ce "machivélisme du bien" est, pour Mathieu Laine, l'État qui retrouve une source de légitimation facile alors qu'il était sérieusement contesté.

Dénonciateur de dérives réelles (le retournement insidieux des bonnes intentions, l'érosion de la responsabilité personnelle, le redéploiement de l'État vers des sphères d'où il était auparavant absent, etc.), Mathieu Laine est un peu l'anti-Beck : il est non pas contre la société du risque mais pour la société du risque total, du risque assumé, sans protection étatique car il établit l'équation "liberté = risque". Son ouvrage est ainsi une véritable "positivation" du risque, présenté comme une source de richesse, d'autoréalisation et de progrès collectif.

Pour Mathieu Laine, le plus grand risque que court notre pays est le risque d'État. De la culture à la sécurité en passant par les marchés financiers, il ne voit dans les interventions étatiques qu'illégitimité et inefficacité tandis que, "dans une économie fondée sur la responsabilité et la liberté...", les travailleurs sont naturellement récompensés en fonction de leurs efforts et la liberté est toujours responsable (en d'autres termes, elle est toujours orientée vers le bien et le mal n'a pas sa place dans le marché !). Mais surtout, Mathieu Laine présente comme inconciliables deux des concepts de notre devise nationale, la liberté et l'égalité. Contrairement à ce que semble prétendre la devise républicaine, l'égalité et la liberté ne peuvent aller de pair et, dans la France contemporaine, ces deux concepts ne définissent pas seulement des choix de société divergents mais des groupes sociaux opposés et prêts à en découdre. Cette absence d'alternative (la liberté *ou* l'égalité) annonce, sous sa plume, une "société western", divisée entre les bons (défenseurs de la liberté) et les méchants (tenants de l'égalité), dont les affrontements vont cesser d'être conceptuels pour devenir réels.

Thierry Vircoulon



Le bonheur paradoxal. Essai sur la société d'hyperconsommation

Gilles Lipovetsky

Gallimard, mars 2006, 348 pages

Philosophe et sociologue, Gilles Lipovetsky est professeur à l'université de Grenoble et membre du Conseil d'analyse de la société. Il s'est fait connaître au début des années 1980 par *L'ère du vide*, peinture d'une société dans laquelle la fin des grandes idéologies laissait place au triomphe de l'individu converti aux vertus de l'hédonisme. Vingt ans plus tard, *Le bonheur paradoxal* propose un bilan de la nouvelle phase dans laquelle notre société de consommation est entrée depuis la fin des années 1970. Contrairement aux nombreux observateurs enclins à porter un regard alarmiste sur les dérives de la société démocratique, Gilles Lipovetsky choisit de faire la part des choses. L'extension indéfinie de la

logique marchande à toutes les sphères de notre existence ne doit pas cacher, selon lui, notre quête d'un bonheur multiforme irréductible aux biens matériels.

La société de consommation n'est pas apparue hier. Son émergence remonte à la fin du XIX^e siècle lorsque le capitalisme, les progrès de la technique (chemin de fer, télégraphe, téléphone) alliés à la publicité et à la grande distribution ont permis aux classes les plus aisées de goûter aux joies du confort et du bien-être. Après la Seconde Guerre mondiale, une deuxième phase s'est ouverte, marquée par une démocratisation des biens et services réservés jusqu'alors à une élite. À cette période a succédé depuis la fin des années 1970 un consumérisme nettement plus orienté vers la satisfaction du bien-être et des désirs individuels. Il s'agit de goûter aux multiples biens, loisirs, évasions et expériences sensorielles qu'offre une économie qui ne cesse d'étendre son emprise. Le divertissement y occupe une place accrue comme en témoigne l'extension des parcs de loisirs (250 en France attirant 70 millions de visiteurs). Le désir de nouveauté, savamment entretenu par le marketing, le plaisir de connaître de multiples expériences éloignées de la grisaille du quotidien laissent à penser que nous retombons en enfance.

Derrière cette *"boulimie consommatoire"*, l'économie a remplacé la simple logique productiviste par une course toujours plus rapide à l'innovation et à la nouveauté. La publicité a connu une expansion impressionnante, les espaces de ventes n'ont cessé de se multiplier tandis que les périodes et les lieux tenus à l'écart du consumérisme (jours fériés, lieux chargés de spiritualité, de symboles et d'histoire) se raréfient. Nous sommes ainsi devenus des *"turbo-consommateurs"*, quel que soit l'âge de la vie. Cette *"fièvre acheteuse"* a cependant des effets pervers : *"Partout la tendance au dérèglement de soi accompagne la culture de libre disposition des individus livrés au vertige d'eux-mêmes dans le supermarché contemporain des modes de vie. Ce qui se joue sur la scène contemporaine de la consommation c'est autant Narcisse libéré que Narcisse enchaîné."*

Doit-on voir dans cette mercantilisation tous azimuts un totalitarisme nouveau style annonçant la fin prochaine de toute valeur transcendante ? Gilles Lipovetsky admet que l'on peut être tenté de le penser. *"Il n'y a plus en effet de norme et de mentalité s'opposant frontalement au déferlement des besoins monétisés"*. Même l'Église a épousé cette philosophie : *"D'une religion centrée sur le salut dans l'au-delà, le christianisme est passé à une religion au service du bonheur intramondain mettant l'accent sur les valeurs de solidarité et d'amour, sur l'harmonie, la paix intérieure, la réalisation totale de la personne."* La critique du monde consumériste est devenue, selon Lipovetsky, la chose la mieux partagée, et rien n'indique une *"disparition des forces oppositionnelles et identification complète des individus avec l'existence qui est la leur"*.

L'erreur serait pourtant de voir dans ce commerce omniprésent la finalité de toute chose. L'essor du monde associatif, du bénévolat, et de toutes les formes de solidarité montre que *"le cœur de l'individu hyperconsommateur n'a pas cessé de battre. Il est rythmé d'une autre manière"*. Reste un paradoxe majeur que ne manque pas de souligner l'auteur : *"Les satisfactions vécues sont plus nombreuses que jamais, la joie de vivre piétine, voire recule ; le bonheur semble toujours aussi inaccessible alors que nous avons, au moins en apparence, davantage d'occasions d'en cueillir les fruits"*.

Malgré ces innombrables promesses, l'opulence marchande est loin d'offrir toutes les satisfactions que nous en attendons. Lipovetsky évoque à ce sujet quelques-unes des théories élaborées du temps de la prospérité d'après-guerre. L'économiste américain Scitovsky considérait notamment qu'il est impossible de vivre dans un confort complet en jouissant en même temps d'un maximum de plaisir, lequel pour être éprouvé doit succéder à un minimum de privation ou d'inconfort. Pour Lipovetsky, l'insatisfaction caractéristique de notre époque tient davantage à ce qu'il appelle "*l'inconfort public*". L'école, les médias, le travail ou encore le système de santé sont autant de domaines pour lesquels les attentes ne cessent de croître et dont les carences contrastent douloureusement avec les satisfactions apportées par la consommation privée. Par ailleurs, l'image du bonheur procurée par la marchandise se donne à voir à des millions d'individus qui en demeurent exclus. Il en résulte une frustration, un sentiment d'humiliation particulièrement difficiles à vivre pour des individus autant, voire davantage, sollicités que les classes moyennes si l'on en juge par le temps consacré à la télévision. Mais le désarroi touche aussi, sous d'autres formes, le turbo-consommateur, comme le montre la formidable expansion des troubles psychiques. Ainsi le taux de dépressifs a été multiplié par quatre entre 1970 et 1980 et par sept entre 1970 et 1996. Pour autant, l'auteur se garde de noircir le tableau : les insuffisances et les déséquilibres subjectifs produits par la consommation-monde s'accompagnent selon lui d'une "*multitude de buts et d'instruments de redynamisation personnelle capables de dissiper au plus vite certaines impasses de l'existence*".

Tout à tour dépeint comme un quêteur effréné de jouissances, un actif obsédé par la performance ou un envieux ne supportant pas de voir son voisin au volant d'une belle voiture, l'homo consumericus souffre selon Lipovetsky d'une vision caricaturale. Tout bien considéré, cette marchandisation toujours plus étendue de notre existence n'a pas eu raison de notre aspiration à l'équilibre. La grande majorité des consommateurs recherche moins à "*dissoudre le Moi dans des iconoclasties enivrantes*" qu'à trouver le bonheur dans l'équilibre et l'harmonie intérieure. "*À l'évidence nous nous situons moins dans le prolongement de la sensualité "modérée et tranquille" de l'homme démocratique dépeint par Tocqueville que dans un âge d'effervescences sensorielles et d'hédonisme maximaliste*". L'hygiène de vie, le souci de la santé ont "*réussi à réduire comme jamais la déraison dionysiaque*".

Le culte de la performance, la course à l'excellence dans le travail ne sont pas non plus devenus une nouvelle religion : "*Si les hymnes à la compétitivité et à l'implication font florès, ils sont tout sauf appréhendés comme des disciplines de salut personnel, tant ils s'accompagnent d'insécurité professionnelle et identitaire, de défaillance de l'estime de soi, de souffrance au travail*." Il en serait de même pour la sexualité, plus orientée vers "*la recherche qualitative des instants vécus*" que dirigée vers le "*diktat quantitatif*".

En définitive, Lipovetsky ne considère pas la société d'hyperconsommation comme un mal, à condition de ne pas l'investir d'espairs excessifs. Plutôt que de cultiver la vision catastrophiste d'une marchandisation aliénante et destructrice, rien ne nous empêche de trouver les moyens de canaliser les excès du consumérisme et de cultiver les autres valeurs qui font le prix de l'existence. L'auteur ébauche même ce que pourrait être à terme "l'après-hyperconsommation" : "*La mutation à venir sera portée par l'invention de nouveaux buts et sens, de nouvelles perspectives et priorités dans l'existence. Lorsque le bonheur sera moins identifié à la satisfaction du plus grand nombre de besoins et au renouvellement sans borne des objets et des loisirs, le cycle de l'hyperconsommation sera clos*."

Julien Winock



La France perd la mémoire

Jean-Pierre Rioux

Perrin, avril 2006, 228 pages

Jeune retraité de l'Inspection générale de l'Éducation nationale, Jean-Pierre Rioux est l'un des meilleurs spécialistes de l'histoire culturelle du XX^e siècle. Ses travaux ont renouvelé l'approche des temps forts du siècle dernier par une analyse approfondie des répercussions sociales et culturelles des mutations politiques. Dans cet essai percutant, empreint d'inquiétude et d'interrogation, il interroge le rapport que nous entretenons avec notre passé depuis une trentaine d'années. Entre le milieu des années 1970 et les années 2000, la France a vécu les "Trente Mémoireuses" qui ont "laissé prospérer une mémoire convulsive et virale ; elles ont médiocrement suivi ces Trente Glorieuses qui de 1945 à 1975 avaient, elles, installé la croissance et le mieux être sans se soucier de discordance des temps, sans regret, hiatus, ni latences, sans coups d'œil inutiles sur le rétroviseur". Le grand récit national a laissé place à une floraison de mémoires sur un mode d'abord bon enfant puis, pour certaines d'entre elles, revendicatif et dénonciateur. Or pour l'historien cet essor des mémoires est bien la conséquence d'une "démission de notre histoire".

Transformée par trente années d'expansion économique et de bouleversements sociaux, la France du milieu des années 1970 s'est tournée vers son passé au moment où la modernité galopante en effaçait les traces à vive allure. Entre nostalgie, engouement pour le "rétro" et quête d'une authenticité perdue, les Français ont plébiscité nombre de témoignages, enquêtes et récits évoquant la vie de la campagne, la France des terroirs, le souvenir des métiers disparus... Certains succès tels le *Cheval d'orgueil* de Pierre-Jakez Hélias, vendu à 2 millions d'exemplaires, relèvent du phénomène de société. Ce "culte des racines très sage" n'alimentait alors aucune revendication identitaire. Dans les années 1980, "la crise s'est mise à broyer et non plus seulement à exhumer les valeurs héritées que l'on tenait encore pour constitutives et patrimoniales". La mémoire ne fut alors d'aucun secours pour affronter la fragmentation de la société, la désertification des campagnes, la désindustrialisation et l'épuisement du modèle d'intégration républicain.

Dans la foulée de l'année 1980 qui lui est consacré, le patrimoine devient un nouveau mode de fidélité au passé : à côté des monuments nationaux et des édifices publics les plus emblématiques, les innombrables constructions anciennes souvent modestes font l'objet d'un attachement et d'un souci de conservation insoupçonnés auparavant. Tout ou presque acquiert le qualificatif de patrimoine tandis que le devoir de mémoire se généralise à tout propos aussi bien dans le cas de l'ancien résistant que de la petite-fille de lavandière. Le succès du phénomène n'a donc rien de réjouissant selon J.-P. Rioux pour qui la notion de patrimoine "a implosé, minée par l'absence de hiérarchie des signes et des traces, dilapidée aux quatre coins de la conscience médiatique des choses par la monotonie de son exhibition". Il faut y voir plus une "ambition par défaut" qu'un renouvellement des formes du sentiment national, un "témoin visible d'un passé devenu lui-même invisible" selon l'expression de Pierre Nora. La "mémoire patrimoine" apparaît plus animée par des aspirations identitaires, des considérations esthétiques ou une frilosité à l'égard d'un avenir inquiétant que par un attachement à la mémoire-nation.

Le bicentenaire de la Révolution française a révélé selon Rioux le tiède attachement d'un peuple pour l'événement fondateur de sa modernité politique et sociale. Les Français ont apprécié les manifestations commémoratives mais plus dans "une expectative amusée que réflexive". Les sondages révélaient que les grandes œuvres de la Révolution occupaient dans la mémoire nationale une moindre place que certains événements postérieurs (instauration du suffrage universel, loi Ferry...). En définitive la dimension festive de ce bicentenaire triomphait aux dépens de son sens politique et civique comme le démontrait le succès rencontré par le défilé du 14 juillet organisé par Jean-Paul Goude : "Ce point d'orgue fut donc cosmopolite et parisien, individualiste et grégaire, sans rapport clair et net avec la gravité et la force morale et civique qu'on pouvait encore porter au crédit des droits qu'on célébrait".

L'histoire de France a donc cessé, selon l'auteur, d'être ce pilier de notre identité collective. L'immense *"capital symbolique et tutélaire (...) s'est délité et dissous sous nos yeux, sous l'effet de nos crises, nos doutes, nos impuissances, de notre difficulté à penser un avenir commun pensé dans un destin singulier"*. La mémoire est entrée en compétition avec l'histoire pour réinterpréter notre passé. *"Or, sans régulation par l'histoire, des mémoires parcellaires jouent, on le voit aujourd'hui avec la question coloniale et de l'esclavage, par défaut d'élan collectif, un rôle disproportionné dans l'écriture d'une partition nationale renégociée"*. Jusqu'aux années 1970, l'enseignement de l'histoire bénéficiait en France de plusieurs conditions qui en faisaient une discipline cardinale : l'importance qui lui était attribuée dans la formation de l'esprit et de la conscience nationale, les liens entre l'enseignement secondaire et la recherche universitaire et le couplage de l'histoire avec la géographie. L'histoire à l'école se heurte aujourd'hui aux *"nouveau-tés culturelles, générationnelles, sociales, internationales qui renouvellent et disloquent le sentiment d'appartenance, le goût d'agir ensemble, l'espoir de maîtriser un jour plus librement le cours des choses"*. Nous assistons selon J.-P. Rioux à une revanche du social sur le national. Les recommandations officielles entérinent cette évolution puisqu'il est désormais question à travers l'enseignement de l'histoire de *"donner aux élèves une mémoire (...) aider à constituer ce patrimoine qui permet à chacun de trouver une identité"*.

La place de notre histoire dans les cœurs et les consciences tenait également aux enjeux politico-idéologiques dont elle était investie. Depuis la Révolution, la "guerre des deux France" a opposé républicains et monarchistes, gauche et droite. Mais force est de constater aujourd'hui que *"nous n'assistons plus à un affrontement aussi acharné ni aussi argumenté entre l'ordre et le mouvement, la gauche et la droite, les "gros" et les "petits", le Nord et le Sud, ou tout autre processus d'antagonisme binaire"*. La disparition de cet antagonisme peut être vue comme le signe d'une maturité, celle d'un pays pacifié se reconnaissant enfin dans son régime politique et les grands principes régissant la société. Mais elle témoigne aussi d'un affaissement de la morale républicaine et d'une indifférence croissante pour la chose publique, y compris les grands enjeux. *"Ainsi n'y eut-il ni débat ni affrontement en 1996 sur le passage à l'armée de métier et l'abandon du service national"*.

Longtemps tabous ou au mieux noyées dans la globalité de la Seconde Guerre mondiale, la période de l'Occupation et la complicité du régime de Vichy dans la Shoah sont devenus l'angle quasi exclusif sous lequel la période est désormais envisagée. *"La "victimisation" a rattrapé puis rélargi la nationalisation "franco-française" de l'enjeu. Les médias ont donné le meilleur écho à ce cours imprévu, les écoliers et leurs maîtres ont été invités à suivre massivement son mouvement sémantique et moral."* Ce devoir de mémoire a pris selon l'auteur *"une densité sociale proportionnée aux hantises du présent autant qu'à la vivacité d'un passé qui ne "passe pas"*". Sans en contester la légitimité, l'historien nous met en garde contre son caractère obsessionnel qui en vient à rendre inopérante une recherche historique sereine fondée sur l'examen critique et raisonné des faits. À rebours d'une telle conception purement morale des faits, l'historien estime au contraire que *"toute transmission utile et véridique passe d'abord par l'intelligence et la connaissance, et ensuite par la reconnaissance"*.

Faisant suite au débat sur l'Occupation, la question de la colonisation a récemment resurgi avec vigueur. J.-P. Rioux rappelle pourtant l'absence de vraie mémoire nationale de la guerre d'Algérie longtemps restée un *"fantôme, un tabou, une occultation avant que le pays consente à la nommer très tardivement une guerre, en 1999 (...) Le rappel de son souvenir a été tenu pour impossible et inutile parce qu'il a paru incompatible avec ce qui avait constitué la mémoire nationale"*. Appelant de ses vœux le développement de la recherche historique sur l'esclavagisme et la colonisation, il estime légitime que d'aucuns se considèrent comme des victimes et invoquent un passé *"fait de douleur et d'injustice"* pour affirmer leur fierté collective mais *"à condition, aussi bien que ce souvenir pourtant resté si horriblement singulier ne leur tienne pas lieu d'identité à jamais, ne les entretienne pas dans un perpétuel sentiment de malheur, d'exploitation et d'injustice"*.

Pourquoi notre mémoire commune est-elle devenue un *Clémenceau*, *"un porte-gloire désarmé, un encombrant à recycler, une impureté immorale et assassine ?"*. Aux yeux de l'historien, nous aurions changé de temporalité au point que le présent est devenu notre seul angle de vue : *"le présent fait la*

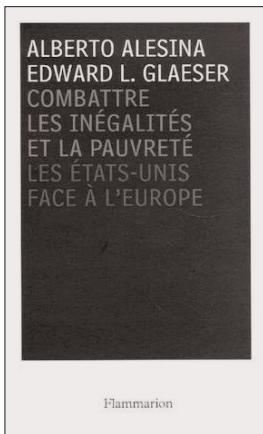
loi ; l'accélération et l'émiettement de la temporalité dénie l'origine et la destination". A l'origine de cette forme de dérèglement mental, Jean-Pierre Rioux incrimine tout particulièrement les médias et leur culte de l'instant, de l'immédiateté, de la vitesse et de l'émotion. Or selon lui, "le sens de l'intérêt général, le sentiment d'une appartenance collective, du goût même de la démocratie et de l'autorité s'apprennent, s'expérimentent, vivent de ruptures et de continuités. L'instantanéité les fragilise, un présent despotique les tétanise".

Discrédité, notre passé ne plus être une source d'expérience et de sacré. Nous perdons du coup la possibilité de partager une croyance commune en notre pays et l'attachement à une forme de transmission à nos enfants.

La multiplication des lois mémorielles aboutit à sanctuariser des "*bouts d'histoire disjoints, des bribes de passé en charpie, pour apaiser des porteurs de mémoires*". À ce titre, J.-P. Rioux incrimine sans ménagement le pouvoir politique qui a "*divorcé de l'autorité et de la durée pour s'ébattre dans la houle d'un présent en image et en abymes. Il n'a plus le souci premier d'une mémoire collective prête à commémorer, honorer, distinguer pour unir ; prête à mettre l'unité nationale sur pied de guerre et d'espérance*". La tyrannie du présent conduit par ailleurs à pratiquer en toute bonne conscience les anachronismes les plus grossiers : les faits du passé ne sont plus appréhendés en fonction de leur époque mais bien davantage selon nos conceptions présentes du bien et du mal.

Face à cette perte de notre mémoire collective, Jean-Pierre Rioux en appelle en définitive à un "*devoir d'intelligence*". L'homme contemporain se doit de renouer avec la grande règle de vie qu'est la concordance des temps : "*Faute de se situer dans le passé et de se projeter dans l'avenir, une société est inintelligible, s'enferme dans son opacité, s'immobilise puis entre en convulsion, avant d'agoniser. Il lui faut aussi s'enchanter, se gorger de promesses et d'envies pour reverdir car, disait La Tour du Pin, "tous les pays qui n'ont plus de légende sont condamnés à mourir de froid"*". C'est également en réfléchissant davantage à notre époque que nous pourrions, selon lui, retrouver notre mémoire en soupesant de nouveau "*l'héritage, la transmission et la promesse*".

Julien Winock



Combattre les inégalités et la pauvreté. Les États-Unis face à l'Europe

Alberto Alesina et Edward L. Glaeser

Traduit par Paul Chemla

Flammarion, janvier 2006, 373 pages

Édition originale :

Fighting Poverty in the U.S. and Europe: A World of Difference

Oxford University Press, mai 2004, 250 pages

Les deux auteurs, professeurs à Harvard, cherchent à expliquer pourquoi l'État-providence n'a pas connu le même succès aux États-Unis qu'en Europe. Ils écartent en une trentaine de pages rigoureuses et convaincantes l'explication par les inégalités de revenus, généralement avancée par les économistes. Selon cette thèse, l'État-providence se serait développé en Europe parce que de plus fortes inégalités de revenus nécessitaient un niveau plus élevé de redistribution qu'aux États-Unis. Faux, selon les auteurs qui, chiffres à l'appui, montrent que l'inégalité des revenus avant impôts est plus élevée aux États-Unis qu'en Europe. Autre thèse souvent avancée : les inégalités sont en fait plus faibles aux États-Unis que ce que mesurent les statistiques parce que la mobilité sociale y est plus grande, ce qui nécessite donc moins de redistribution. Vrai pour l'ensemble de la population américaine, ce raisonnement est faux quand on l'applique à la population des pauvres : la mobilité sociale des pauvres aux États-Unis est plus réduite qu'en Europe.

Ayant évacué l'explication économique, l'ouvrage revient sur l'histoire politique et sociale comparée des deux côtés de l'Atlantique. Il en ressort que là où le vote à la proportionnelle a permis aux partis de gauche européens de se faire une place dans l'arène politique et de promouvoir les politiques redistributives, les forces conservatrices américaines ont bâti des institutions qui permettent de les limiter. L'équilibre des forces institutionnelles inscrit dans la Constitution américaine représente un élément important de conservatisme porté par le Sénat, les tribunaux et la Cour suprême. L'organisation fédérale serait aussi l'un des facteurs explicatifs : les autorités de petits territoires n'ont pas trop intérêt à augmenter les impôts dans une société où la mobilité géographique est forte. La géographie des États-Unis joue aussi : "*Les grèves de Liège menaçaient le gouvernement de Bruxelles, mais les grèves de Chicago ne pouvaient pas faire trembler le Sénat à Washington : c'était trop loin.*" L'espace dilue le conflit social. Les auteurs mobilisent également la démographie : les vagues de migrants ont créé des frontières ethniques entre les pauvres, peu susceptibles de s'allier pour prendre le pouvoir, comme l'avaient déjà noté Karl Marx et Friedrich Engels. Et ceux qui ont quitté leur pays pour faire fortune aux États-Unis laissent en héritage un comportement porté vers la recherche de solutions plus individuelles que collectives à leurs problèmes.

Plus généralement, la majorité blanche américaine a refusé toute avancée vers un système de vote proportionnel qui aurait donné du poids aux minorités noires. On touche là à une autre grande explication de la différence entre l'Europe et les États-Unis. Selon les deux auteurs, la différence de système électoral expliquerait pour moitié l'absence de développement de l'État-providence aux États-Unis, mais l'autre moitié de l'explication doit être recherchée dans l'idéologie et dans le racisme de la société blanche américaine. D'une part, contre l'évidence, les Américains sont persuadés d'être dans une société à forte mobilité sociale, ce qui fait des pauvres essentiellement des paresseux qu'il n'est pas utile de vouloir aider. Et, d'autre part, le Blanc pauvre voit d'un mauvais œil les politiques sociales qui pourraient l'aider, parce que le Noir et le Mexicain pauvres en profiteraient aussi. Si la démonstration est parfois un peu rapide (malgré l'usage d'une grande batterie de sondages), ce travail associant l'économie, la démographie, l'analyse statistique, la science politique, l'histoire et la géographie développe une perspective comparatiste pointue qui fait souvent défaut aux travaux français.

Thierry Vircoulon